

# “La N-VA est un parti xénophobe”

Entretien Antoine Clevers

Lorsque l'ancien Premier ministre Mark Eyskens (CD&V) disserte sur l'état de notre société, au gré de ses réflexions, il sollicite André Malraux, Jules César, les écrits de Fethullah Gülen sur l'islam, Léonard de Vinci ou Jean Pic de la Mirandole. Il se réfère à la biologie, la physique quantique, aux nanotechnologies. Et se laisse aller à une confession : “Je deviens de plus en plus un admirateur d'Emmanuel Macron.” Il apprécie le candidat à l'élection présidentielle française parce qu'il incarne, selon lui, “la moralisation de la politique qui est devenue nécessaire”.

A 83 ans, presque 84, Mark Eyskens est aussi un utilisateur régulier du réseau social Twitter. Et mardi, il attaquait. “N-VA + Vlaams Belang : même combat contre Unia”, écrivait-il, alors que le Centre interfédéral pour l'Égalité des chances a été critiqué ces derniers jours par des membres de la N-VA. Et d'ajouter : “Xénophobes de Flandre, unissez-vous !”

**M. Eyskens, la N-VA est devenue un parti xénophobe ?**

Elle l'a toujours été. Il y a un fond de xénophobie dans son ADN.

**Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?**

Tous les nationalistes sont xénophobes. La nation prime. Le slogan du Vlaams Belang était “Eigen volk eerst” (“Notre peuple d'abord”, NdlR). C'est ce que j'appelle le complexe de l'huître... (rire)

**C'est-à-dire ?**

La coquille se ferme dès qu'il y a une menace extérieure. C'est la façon dont les nationalistes se comportent partout dans le monde. Donald Trump aux États-Unis, c'est exactement cela : on ferme l'économie, on protège sa culture, on est opposé à l'apprentissage des langues étrangères... En Flandre, on a ce débat sur la limitation de l'apprentissage de l'anglais. Ça n'a aucun sens. Le nationalisme est cette tendance à l'autoprotection. En biologie, c'est une réaction presque normale, mais en politique, à l'heure de la globalisation, c'est quelque chose qui contrecarre la construction d'un futur humain. Les nationalistes regardent l'avenir dans le rétroviseur.

**Diriez-vous que la N-VA est un parti d'extrême droite ?**

Son président, Bart De Wever, est trop intelligent pour tomber dans ce travers-là. Moi, je parle de xénophobie. La N-VA n'est pas raciste, contrairement au Vlaams Belang qui a été condamné pour racisme. La xénophobie est un phénomène assez généralisé dans

l'opinion publique. Chez les chrétiens, les libéraux, les socialistes, il y a aussi des xénophobes. A la N-VA, ils ne sont pas racistes, mais ils trouvent quand même que le Flamand a plus de valeur que les réfugiés qui arrivent en Belgique...

**Lorsque la N-VA attaque Unia, se montre très ferme envers les migrants, le fait-elle par conviction ou par stratégie ?**

Les deux. En évoquant ces thèmes-là, elle flatte un large public. Elle a dû encaisser des coups assez durs avec le scandale des intercommunales dans lequel Siegfried Bracke, le président de la Chambre, a été impliqué. Ils ont voulu redorer leur blason en nommant Zuhail Demir (au poste de secrétaire d'État en charge, entre autres, de l'égalité des chances, NdlR). Et immédiatement, elle a lancé une attaque en règle contre Unia, simplement pour concurrencer le Vlaams Belang. Cela dit, quand on parle avec des gens dans les cafés, ils ont l'impression que les étrangers sont mieux traités que les Belges... En tant qu'humanistes, nous devons réagir !

**Quelles réactions attendez-vous ?**

Un : à court terme, stopper l'immigration sauvage et l'organiser correctement. Deux : un effort de pédagogie, plutôt que de la démagogie xénophobe. Il faut oser dire que les réfugiés politiques sont une opportunité face au problème démographique en Europe qui fait chanceler notre système de sécurité sociale.

**Peu de leaders européens font cet effort de pédagogie.**

Beaucoup de gens me confient être d'accord avec mon analyse, mais ils n'osent pas le dire.

**C'est un manque de courage politique ?**

Evidemment. Mais le courage politique devient irrationnel dès lors qu'il est suicidaire, dès lors qu'il conduit à la perte de son siège... Ce qui se passe dans le monde pose un problème fondamental : est-ce que notre système démocratique est adapté aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle que sont le climat, la multiculturalité, les flux migratoires ?

**Que proposez-vous ?**

Je crois qu'il faut améliorer le fonctionnement de notre démocratie représentative. Je défends depuis plu-

sieurs années le système du vote par points. Chaque électeur n'aurait pas une seule voix, mais par exemple dix voix qu'il pourrait attribuer comme il le veut. Et ainsi, c'est l'électeur qui fait la coalition. Des expériences ont été menées à l'étranger. Elles ont montré que les électeurs s'expriment en faveur d'un centre intelli-

gent – les gens votent pour les modérés. En Belgique, ce serait les libéraux, les chrétiens, les socialistes. Il faut mettre fin au déficit de crédibilité des politiques. Ce mécanisme permettrait de responsabiliser l'électeur, dont on ne fait jamais le procès. Or, lui aussi peut se tromper. En 1933, un certain Adolphe Hitler est arrivé au pouvoir après des élections démocratiques.

## ENTRETIEN

■ L'ancien Premier ministre Mark Eyskens (CD&V) juge durement le parti de Bart De Wever.

■ Il s'oppose au projet confédéral de la N-VA.

Et, selon lui, il faut refuser d'ouvrir la Constitution à révision afin d'affaiblir les nationalistes.

# “Pratiquement tous les postes importants en Belgique sont aux mains des Flamands”

Le député écologiste Kristof Calvo (Groen) trouve que les nationalistes sont devenus “ringards”. Etes-vous d'accord avec lui ? Le mouvement flamand a été une nécessité. Les Flamands ont été brimés pendant des années. Mais aujourd'hui, on peut dire qu'ils ont eu gain de cause. Pratiquement tous les postes importants en Belgique sont aux mains des Flamands. De quoi se plaint-on ? Des transferts financiers Nord-Sud ? Mais on n'explique pas qu'une grande partie des milliards d'euros transférés reflue vers le Nord grâce au commerce. La Wallonie est la première cliente de la Flandre, devant les Pays-Bas, l'Allemagne ou la France. Les nationalistes mènent des combats d'arrière-garde. Les grands problèmes sont transnationaux, pas nationaux.

**Pourtant, votre parti, le CD&V, gouverne avec eux ?**

C'est le choix des électeurs. La N-VA est le premier parti en Flandre. Bon an, mal an, je dirais que le gouvernement fait du bon travail, même si c'est très difficile. Certains de mes collègues au gouvernement me disent que la N-VA est extrêmement exigeante sur certains dossiers.

**Lesquels ?**

Le dossier Arco, par exemple (le bras financier du Mouvement ouvrier chrétien qui a fait faillite, NdLR). Le gouvernement cherche un règlement satisfaisant pour dédommager les 800 000 coopérateurs (ayant perdu une partie de leurs économies, NdLR). Un compromis est possible. Mais à chaque fois que Kris Peeters (vice-Premier ministre CD&V) met le dossier sur la table, ou qu'il fait allusion à une autre proposition qui ne convient pas à la N-VA, elle met la pression sur Arco.

**Arco, c'est une épée de Damoclès au-dessus du CD&V ?**

Oui. Et ça rend l'atmosphère pesante,

alors qu'un immense nuage se profile en vue des élections de 2019 : va-t-on ouvrir la Constitution à une nouvelle révision ? Va-t-on ouvrir la voie à une éventuelle septième réforme de l'Etat ? Et est-ce que la N-VA va mettre sur la table son projet de confédéralisme ?

**Ça paraît très probable.**

Il faut bien se rendre compte de ce qui se trouve dans son projet confédéral : il n'y a plus de gouvernement fédéral, plus de Parlement fédéral, plus d'ambassadeurs de Belgique, plus de fiscalité belge... Ce n'est pas un pays, ça ! Il faut l'éviter à tout

prix. On peut bien sûr imaginer une modification de la Constitution dans certains domaines. Par exemple, pour renforcer le Sénat : il serait composé d'élus fédéraux, issus d'une circonscrip-

tion électorale unique (sur tout le pays), et d'élus régionaux chargés de régler des conflits communautaires tels que les normes de bruit autour de l'aéroport. Mais il ne faut surtout pas ouvrir à révision les articles (essentiellement 35 et 195, NdLR) qui permettent d'introduire le confédéralisme. Sans cela, la N-VA devrait se présenter devant ses électeurs en disant qu'il n'y aura pas de réforme institutionnelle après 2019.

**Et elle ne l'acceptera jamais...**

Effectivement. Comment voulez-vous que la N-VA maintienne sa crédibilité communautaire sans nouvelle réforme de l'Etat ? Déjà aujourd'hui, des militants expriment leur mécontentement. Je n'exclus pas une crise gouvernementale avant les élections, que la N-VA quitte le gouvernement parce que les autres partis refusent d'ouvrir la Constitution pour une réforme confédérale.

**La clé ne se trouve-t-elle pas entre les mains du CD&V ? S'il refuse une réforme de l'Etat, il n'y en aura sans doute pas.**

Oui, je trouve. Mais les partis chrétiens ne

sont pas toujours homogènes... Certains ont cette réflexion : même en permettant une révision de la Constitution, il faut encore une majorité des deux tiers au Parlement. Mais on ne sait jamais... En cas de blocage politique, la N-VA pourrait obtenir certaines avancées, et on mettrait le doigt dans l'engrenage. Tandis que si on dit clairement qu'il n'y aura pas de réforme de l'Etat après les élections, elle devra se présenter à l'électeur les mains vides. En termes de tactique électorale, il faut faire en sorte que la N-VA n'ait rien à promettre à ses électeurs flammingants indépendantistes.

## Bio Express

► **Naissance.** Mark Eyskens a 83 ans. Il est né à Louvain le 29 avril 1933. Son père, Gaston Eyskens, fut le Premier ministre de cinq gouvernements de manière discontinue entre 1949 et 1973.

► **Etudes.** Mark Eyskens a fait ses études à l'Université catholique de Louvain. Il est diplômé en philosophie, en droit et en sciences économiques.

► **Carrière politique.** Il entame sa carrière politique au CVP (devenu CD&V) en 1962 en intégrant le cabinet du ministre des Finances, André Deque. Entre 1976 et 1992, il enchaîne les postes ministériels, notamment aux Affaires étrangères. Il occupera aussi brièvement le poste de Premier ministre, durant huit mois, d'avril à décembre 1981, entre les gouvernements Martens IV et V.

► **Roi.** En 1998, il est nommé ministre d'Etat (un titre honorifique) par le roi Albert.